



**MINUSCA**

---

**CONFERENCE DE PRESSE HEBDOMADAIRE DE LA MINUSCA**  
**Mercredi, 17 février 2021**

**Textes**

- Vladimir Monteiro, porte-parole de la MINUSCA
- Lieutenant-Colonel Abdoul Aziz Fall, porte-parole de la Force
- Capitaine Agba Mazalo, porte-parole de la Police

**PORTE-PAROLE DE LA MINUSCA**

● Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies et Chef de la MINUSCA, Mankeur Ndiaye, s’entretient aujourd’hui par visioconférence avec le premier ministre centrafricain, Firmin Ngrébada. Les deux responsables évoqueront la situation dans le pays ainsi que le partenariat entre le Gouvernement et la MINUSCA.

La rencontre de ce mercredi fait partie des consultations régulières entre le Chef de la MINUSCA et les plus hautes autorités centrafricaines.

**DDR/CVR**

● La mise en œuvre du programme de réduction de la violence communautaire (CVR) de la MINUSCA pour l’année 2020-2021 se poursuit dans différentes villes centrafricaines. A Bangui, 20 représentants des autorités locales, des comités locaux de paix et réconciliation, d’organisations féminines et de la jeunesse ont achevé cette semaine une formation en médiation, gestion de conflits et cohésion sociale.

A Kaga-Bandoro, l’équipe conjointe DDR MINUSCA-UNOPS (Bureau des Nations Unies pour les services d’appui aux projets) a lancé un projet communautaire de construction de nouvelles latrines dans l’hôpital préfectoral. A Bria, 500 bénéficiaires, dont 221 femmes ont été enregistrés et sensibilisés sur le contenu du programme CVR ainsi que leurs droits et obligations. Les bénéficiaires de la filière construction ont achevé les travaux de construction de quatre bâtiments à savoir le centre Wali ti Siriri de Bornou, le centre d’accompagnement de jeunes leaders au

site des personnes déplacées internes de PK-3, le centre d'autopromotion de la femme centrafricaine de l'OFCA et le centre d'appui à l'entrepreneuriat féminin de Gobolo.

Les enregistrements des bénéficiaires et les sessions de sensibilisation sur le programme de réduction de la violence communautaire continuent à Bouar, Kaga-Bandoro et Bangassou. Dans toutes les villes concernées, les bénéficiaires du programme sont sensibilisés sur la prévention contre la Covid-19 sur les lieux de formation et de développement des activités génératrices de revenu.

## **DROITS DE L'HOMME**

- Au cours de la période entre le 09 au 15 février 2021, la Division des Droits de l'Homme (DDH) de la MINUSCA a documenté 17 incidents d'abus et de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire ayant affecté au moins 32 victimes (28 hommes, trois femmes et un garçon). Les préfectures les plus touchées sont l'Ouham, la Nana-Gribizi, la Ouaka et le Mbomou.

Les abus et violations enregistrés sont des cas de meurtre (trois incidents et neuf victimes), de menaces de mort (deux incidents et deux victimes), de traitement cruel et inhumain (trois incidents et neuf victimes), de blessure (deux incidents et deux victimes), d'atteinte à l'intégrité physique (un incident et une victime), d'arrestation et détention arbitraire (deux cas et trois victimes), de privations arbitraires de liberté (deux cas et trois victimes), d'attaque contre les casques bleus (un incident et deux victimes ) et contre un personnel médical (un cas et une victime).

Les auteurs sont la coalition des groupes armés alliés (quatre incidents et 14 victimes), la coalition FPRC-MPC (deux cas et trois victimes), l'UPC (deux incidents et deux victimes), la coalition groupes armés alliés-UPC (un incident et quatre victimes), les anti-Balaka (un cas et une victime) et le MPC (un incident et une victime).

Les agents de l'État sont auteurs de quatre incidents affectant cinq victimes. De plus, de nombreuses allégations d'actes commis par des hommes armés non identifiés ont été rapportées dans la préfecture de la Nana-Gribizi.

## **PROTECTION DE L'ENFANCE**

- Au cours des dix premiers jours de février, 18 violations graves des droits des enfants, dont deux morts, ont été documentées par le bureau de la Protection de

l'enfant de la MINUSCA. Les autres violations sont des cas de viols et autres violences sexuelles (7), attaques contre des écoles (4) et des hôpitaux (2), mutilation (1), enlèvement (1), entrave à l'accès humanitaire (1). La MINUSCA vérifie actuellement un éventuel recrutement d'un enfant par l'UPC.

Par ailleurs, le bureau de la protection de l'enfant de la MINUSCA a organisé quatre sessions de sensibilisation sur le monitoring et le rapportage des 18 violations graves des droits des enfants. Quelques 92 participants, dont 28 femmes, notamment des membres des réseaux d'alerte précoce, ont pris part à ces formations.

## **AFFAIRES CIVILES**

- Le 12 février, le maire de Galafondo, entouré des chefs de village et fonctionnaires locaux, a réceptionné le pont Gbogboro, situé sur l'axe Ndjoukou, préfecture de la Kémo. Le pont Gbogboro est le deuxième à être réhabilité après celui de Kpaya, en attendant celui de Nguibi, à travers les projets à impact rapide de la MINUSCA. Les trois ponts contribueront au désenclavement de la sous-préfecture de Ndjoukou et bénéficieront directement ses 42.700 habitants, en facilitant la circulation des personnes et des marchandises.

Un autre projet à impact rapide a été remis la semaine écoulée, il s'agit de la Maison des femmes de Boungou I, au PK29, sur l'axe Ouadda, dans la Haute-Kotto.

- Par ailleurs, les journalistes de la Radio communautaire Ndélé pas loin achèvent aujourd'hui une formation d'une semaine organisée par la division de la Communication stratégique et d'information publique et la section des Affaires civiles, en collaboration avec Internews et le Réseau des Média Communautaires de Centrafrique. La formation est l'une des activités d'un projet à impact rapide de la MINUSCA, qui prévoit le recrutement de sept employés supplémentaires dont deux femmes.

Détruite lors de la crise sécuritaire dans la préfecture en mars-avril 2020, la radio communautaire Ndélé pas loin est appelée à jouer un rôle essentiel dans le contexte de lutte contre la pandémie de Covid-19 ainsi que le renforcement de la cohésion sociale et le soutien aux efforts du protection des civils.

- La section des Affaires civiles de la MINUSCA à Kaga-Bandoro, en collaboration avec les préfets, sous-préfets et la Direction de l'aménagement du territoire de Sibut, a achevé la semaine écoulée, une série de 14 ateliers de renforcement des capacités

à l'endroit des chefs de village et de quartier et les membres des délégations spéciales.

Organisées du 18 janvier et 10 février, ces ateliers sur la gouvernance et le leadership ont eu lieu à Kaga-Bandoro, Mbres, Sibut, Ndjoukou, Dekoa et Damara, afin d'améliorer la capacité de gestion des autorités locales et la fourniture de services aux populations locales. Les ateliers ont été touché 420 participants, dont 50 femmes, parmi lesquels des maires, des conseillers municipaux nouvellement nommés, des chefs de village et de quartier.

## **COVID-19**

Les chiffres de la Covid-19 au sein de la MINUSCA en date du 16 février 2021:

- Cas accumulés 582
- Cas guéris 559
- Cas actifs 9
- Décès. 5

## **PORTE-PAROLE DE LA FORCE DE LA MINUSCA**

La situation sécuritaire cette semaine a été globalement calme, marquée par un retour des FACA dans plusieurs provinces du pays, ce qui constitue un facteur d'optimisme pour le chantier de la restauration de l'autorité de l'Etat dans sa composante sécuritaire. La Force de la MINUSCA a fourni des escortes de sécurité sur le corridor Bangui Garoua-Boulai dans les deux sens, et a escorté cette semaine un second convoi provenant du Cameroun. Les casques bleus continuent à mener des opérations de sécurisation au profit des populations civiles et contribuent à la restauration de l'autorité de l'Etat par la conduite d'opérations de sécurisation conjointes et par un soutien opérationnel et logistique aux forces armées centrafricaines.

La semaine dernière, des parutions dans la presse locale, reprises sur des médias sociaux, ont fait état « d'un soi-disant revirement de la MINUSCA » qui via l'entremise du porte-parole de la Force aurait déclaré ne plus prendre part aux combats contre les groupes armés coalisés. La MINUSCA rejette cette tentative de manipulation qui semble relever d'une volonté manifeste de désinformation et de tentative de négation des accomplissements de la Force. Pour rappel, du 14 décembre à nos jour, la Force n'a ménagé aucun effort dans l'accomplissement de sa mission, faisant usage de la force à chaque fois que besoin pour protéger les populations

civiles, appuyer les FACA et contre des éléments des groupes armés coalisés. Au total 7 casques bleus sont tombés les armes à la main lors de combats intenses contre les éléments des groupes armés depuis le 25 décembre 2020. Pour leurs familles, leur pays et leur mémoire, ces déclarations sont inacceptables et constituent en fait une campagne de dénigrement de l'action des casques bleus. Les populations centrafricaines à Bangui et dans les provinces sont les témoins, dans bien de lieux, de l'engagement quotidien de la Force pour assurer leur protection, seule ou en appui aux FDS centrafricaines. Nous saluons l'engagement de tous ces soldats, onusiens et nationaux, qui sont en ce moment loin de leur famille et risquent leur vie au service de la paix en Centrafrique, et en appelons à la responsabilité individuelle et collective des acteurs de la communication, à conserver la véracité et l'exactitude au cœur de leur publication pour le bénéfice de leur audience en particulier et du peuple centrafricain en général.

A l'Est, la situation reste calme mais précaire et émaillée par plusieurs incidents sécuritaires commis par des supposés éléments de l'UPC. Les casques bleus marocains et rwandais déployés à Bangassou ont fait l'objet d'harcèlement qui ne les ont pas empêchés de conduire les opérations de sécurisations dans la ville et ses environs, démantelant des points de contrôle illégaux érigés par ces éléments armés. Les casques bleus ont exécuté les activités opérationnelles à Rafai, Zemio, Obo, Bria et Birao afin de protéger les populations civiles, d'évaluer la situation sécuritaire et ainsi dissuader toute tentative des éléments armés coalisés par une présence robuste et permanente. Au total 692 patrouilles de sécurité ont été effectuées dans le secteur avec une légère hausse du nombre et de la durée des patrouilles.

Au Centre du pays l'accalmie notée la semaine précédente a été perturbée. Des échanges de tirs nourris entre les FACA et des supposés éléments de l'UPC sont survenus dans les faubourgs de Grimari et de Alindao. Les combats d'hier ont provoqué d'importants mouvements de populations, près de 800 civils ont trouvé refuge à proximité du camp des casques bleus à Bambari. Des patrouilles de sauvetage ont été conduites par la Force pour extraire les civils piégés dans les zones de combats, plusieurs blessés par balle ont été soignés et les casques bleus népalais sécurisent ces populations ainsi que le camp de déplacés. La ville de GRIMARI, où les casques bleus ont été attaqués à plus de dix reprises ces dernières semaines alors qu'ils s'opposaient au passage des éléments armés coalisés a été renforcée. Au total, 1043 patrouilles ont été conduites au cours de la semaine écoulée dans le secteur centre.

A l'Ouest, la situation est relativement calme et a été marquée par le retour des forces de défense et de sécurité centrafricaines jusqu'à Béloko, rendant possible la

sécurisation conjointe du corridor Bangui-Béloko. Grace à ces efforts, deux convois escortés respectivement par la MINUSCA et les FACA sont arrivés à Bangui. Des points de contrôle sont établis actuellement le long du corridor et permettent en coordination avec les éléments d'escorte d'assurer la sécurisation des convois et la protection des populations civiles empruntant cet axe. Au total, 259 patrouilles de sécurisation ont été conduites dans les villes de l'ouest et leurs environs, avec une hausse de 24 patrouilles par rapport à la semaine précédente.

A Bangui, l'accalmie notée la semaine passée semble se renforcer et on note une reprise des activités. Les unités de l'état-major intégré de Bangui continuent d'assurer leurs missions de sécurisation des huit arrondissements de la capitale en appui aux forces de défense et de sécurité centrafricaine. Les casques bleus continuent d'assurer la sécurisation des différents axes menant à Bangui en appui aux FACA et FSI. La Force de la MINUSCA, en liaison avec les forces de défense et de sécurité centrafricaines, multiplie les actions sur le terrain pour permettre le rétablissement de conditions sécuritaires propices à la reprise de toutes les activités socioéconomiques et la poursuite des opérations électorales.

## **CIMIC**

Dans le cadre des activités civilo-militaires, à Bangui, les casques bleus de l'Etat-Major intégré (JTFB) ont distribué 108.200 litres d'eau potable la semaine dernière au profit de près de 6100 bénéficiaires.

A l'Ouest, le contingent bangladais, a procédé à des séances de distribution d'eau potable et de matériels scolaires à Nguia-Bouar. Une assistance médicale a également été apportée à 134 patients à Bouar et Bocaranga en ont bénéficié. A Berberati, les casques bleus tanzaniens se sont réunis avec les autorités locales pour des identifier des pistes pour améliorer la protection des civiles et aider à l'autonomisation financière des catégories vulnérables.

Au Centre, à la suite des visites effectués par les casques bleus pakistanais dans le village de Mengue Bokenbue, sur l'axe KB-Ndometé, des biens de consommations courants ont été distribués aux populations. Plus au Sud, l'équipe médicale du contingent burundais a porté assistance à 9 blessés, dont 4 graves lors d'un accident de circulation survenu à 20km de Damara. A Kaga-Bandoro, des consultations gratuites ont été faites au profit des populations par les casques bleus bangladais.

A l'Est, le contingent zambien a acheminé jusqu'à Am-Dafock une aide alimentaire fournie par le PAM. Une partie de cette aide était bloquée au Soudan pour des raisons

sécuritaires. Malgré les conditions de routes difficiles, le contingent zambien est parvenu à assurer une présence remarquable dans cette localité, et a par ses actions permis, au-delà du volet sécuritaire, d'améliorer le quotidien des populations.

## **PORTE-PAROLE DE LA POLICE DE LA MINUSCA**

L'actualité de la composante police a été marquée la semaine précédente par la tenue, le 11 février, d'un séminaire à Bangui coprésidé par le chef de la composante police, le Général de Division, Pascal Champion et le chef de mission de Conseil de l'Union Européenne en RCA, Paulo Soares.

Plusieurs points notamment sur le cadre légal de coopération UNPOL-EUAM ont été abordés. Au terme des discussions, de nouveaux axes de collaboration ont été définis notamment à la question de la redynamisation de la réforme des Forces de sécurité intérieure. La sécurisation du second tour des élections a également été évoquée.

Le 12 février a pris fin une formation de deux jours à l'Ecole Nationale de Police au profit de trente-deux (32) personnels des Forces de sécurité Intérieure centrafricaine. Ladite formation avait pour objectif le renforcement des capacités des FSI en matière de conduite et discipline, de déontologie et de lutte contre la corruption. Elle a été assurée par UNPOL et la section droit de l'homme de la MINUSCA.

Dans le cadre du second tour des élections législatives, le leadership et le groupe de travail élections UNPOL poursuivent les préparatifs. La capacité opérationnelle des FSI notamment leur effectifs, l'état de leurs infrastructures ainsi que le redéploiement des officiers de Police en renfort dans les régions sont au centre des discussions.

A cet effet, UNPOL a pris part à Bangui à une réunion avec d'autres partenaires comme ONU Femmes, sur un projet de vulgarisation de la ligne verte 1325. Dans les prochains jours, de grandes affiches seront produites et diffusées pour inviter la population à utiliser la ligne 1325 en cas de nécessité.

## **APPUI OPERATIONNEL AUX FSI**

Les équipes UNPOL en colocation à la section de recherches et d'investigations criminelles continuent d'appuyer les FSI dans le cadre des enquêtes ouvertes. 170 auteurs présumés auteurs d'infractions ont été interpellés cette semaine en RCA.

Quant aux unités de terrain de la Police de la MINUSCA de Bangui et des provinces, elles ont développé plusieurs thèmes au cours de la semaine dans le cadre du renforcement des capacités de leurs homologues FSI. Ces thèmes portent notamment sur l'interdiction de la torture et des mauvais traitements, la protection de l'enfant en période de conflit armé et la sécurité routière.

Par ailleurs, les 11 et 12 février à Bangui, la coordination des colocations a organisé des dialogues communautaires à Bégoua sur la gestion des rumeurs en période électorale au profit de 54 élus locaux, leaders religieux, responsables des organisations des femmes et des jeunes.

Partout où elle est présente, la Police de la MINUSCA poursuit ses actions de sensibilisation des FSI et de la population civile sur le respect des mesures édictées par le Gouvernement centrafricain et l'OMS dans la lutte contre la pandémie de Covid-19.

La couverture sécuritaire des marches pacifiques ainsi que des patrouilles conjointes FSI, UNPOL et Etat-major intégré ont été assurées sur les différents artères et ronds-points stratégiques de la ville dans le cadre de la sécurisation de la population.

A Kaga-Bandoro le 12 février, UNPOL et la Division des Droits de l'Homme ont obtenu la libération de deux personnes arbitrairement arrêtées et détenues depuis le 29 janvier par les combattants des groupes armés pour des supposés faits de pratiques de sorcellerie.

A Ndélé le 11 février, UNPOL lors d'une rencontre d'échanges avec les chefs de quartier sur des questions de sécurité et de protection des civils dans la préfecture de Bamingui Bangoran a exposé aux participants la problématique de règlement à l'amiable de certains conflits surtout les cas de violences sexuelles à l'égard des femmes et les filles. UNPOL a exhorté les chefs quartiers à jouer pleinement leur rôle dans les alertes précoces auprès des FSI en dénonçant tout acte délictueux dont ils sont victimes ou témoins.

Les activités de police de proximité ont été marquées par la distribution, par l'unité de Police constituée du Rwanda, de 10.100 litres d'eau l à 64 familles sur le site des personnes déplacées Soeur Micheline à Bimbo 3 et à 192 personnes à l'école Petevo dans le 6<sup>e</sup> arrondissement à Bangui.



© SCPI 2021